

Le nouveau cadre gouvernemental en Pologne issu des élections du 23 septembre 2001

1.-les résultats des élections [\(1\)](#)

Les élections parlementaires du 23 septembre 2001 ont été remportées par la coalition électorale de la gauche post-communiste : SLD -UP qui a gagné 216 sièges à la Diète (41,4% de votes). Il convient de remarquer que c'est le deuxième parlement post-communiste depuis 1989 puisque ce courant politique avait déjà exercé le pouvoir dans les années 1993-1997. Mais la situation en Pologne n'était pas la même qu'aujourd'hui: en 1993, le pays était dans une période de forte croissance et commençait à engranger les bénéfices des dures réformes imposées par les gouvernements précédents issus de Solidarnosc. Aujourd'hui, la Pologne est en crise, avec une croissance plus faible (autour de 2,5%), un chômage en forte progression, un déficit de finances publiques très préoccupant.

La mission à accomplir - sortir le pays de la crise - sera d'autant plus difficile que les autres partis et les groupements politiques, entrés au Parlement, ont des idées plus radicales. La seule exception concerne la Plate-forme civique, une formation récente du centre-droit qui arrive en second et qui sera la seule composante libérale, voir "moderniste"[\(2\)](#) de la nouvelle Diète. Désormais, la répartition des sièges est la suivante :

- SLD-UP (Alliance de la Gauche Démocratique - Union de Travail) - 216 (41,4%) · Platforma Obywatelska (Plate-forme civique) - 65 (12,68%);
- Samoobrona (Autodéfense Paysanne) - 53 (10,2%);
- Prawo i Sprawiedliwość (Droit et Justice) PiS - 44 (9,5%) ;
- PSL (Parti national populaire) - 42 (8,98%);
- Liga Polskich Rodzin (Ligue des Familles Polonaises) LPR - 38 (7,87%); ·
- Parti représentant la minorité allemande - 2 ;

SLD-UP aura également 75 représentants au Sénat (sur 100 au total).

La participation au scrutin, en dépit de nombreux appels à voter, a été la plus faible depuis 1989 - 46,3%.

2.- le cadre "étrange" de la nouvelle Diète

a. les " vainqueurs " des élections et le " phénomène Lepper "

La victoire du SLD-UP était attendue ; cependant le parti n'a pas obtenu la majorité absolue qu'il espérait à la Diète (460 sièges). Il lui a manqué une quinzaine des sièges pour pouvoir gouverner seul. Dans ce contexte, la forte progression des partis protestataires, plus ou moins anti-européens est à signaler et précisément celle de Autodéfense dont l'entrée à la Diète a provoqué la consternation parmi les élites intellectuelles du pays. Autodéfense a recueilli 10% des votes alors qu'elle ne figurait même pas dans les sondages effectués par le Centre d'Etudes sur l'Opinion Publique (CBOP) en juillet dernier en tant que le candidat sérieux au Parlement.

Autodéfense, le parti à tendance agrarienne radicale (créé en 1992) n'était à l'origine qu'un groupe uni autour d'un agitateur doué pour les provocations médiatiques, Andrzej Lepper. Or elle se retrouve aujourd'hui le troisième parti au Parlement. Son leader a souvent été critiqué pour son discours populiste et ses idées anarchistes. A la suite de barrages routiers et de grèves qui ont paralysé à plusieurs reprises le transport ferroviaire du pays, Autodéfense a été invitée à des négociations qui le plus souvent n'ont abouti à rien. Parfois, parce que les exigences des agriculteurs étaient excessives, mais parfois aussi, parce que le gouvernement faisait peu cas de questions telles que la dégradation des conditions de vie pour les anciens salariés de fermes d'Etat, ou la baisse de rentabilité de la production agricole qui crée maintenant de réels problèmes. Entrée dans le Parlement, Autodéfense devra accepter des solutions réalistes, si elle veut être prise au sérieux. Autodéfense se pliera-t-elle à cette contrainte ?

Depuis plusieurs semaines, nous assistons en Pologne au " phénomène Lepper " sur lequel s'interrogent les observateurs et les sociologues. Il s'agirait d'un " électoralat des indécis et des frustrés "[\(3\)](#) , ceux qui sont

perdu dans la situation actuelle et n'ont plus de confiance dans le discours politique. Dans ce contexte, Autodéfense a conquis une partie des électeurs de PSL (la gauche paysanne) qui est de plus en plus souvent perçue par les agriculteurs lointain de leurs préoccupations. Le PSL a perdu de sa popularité dans les campagnes, en perdant son ardeur, sinon son identité.

Enfin, Autodéfense s'oppose à l'adhésion de la Pologne à l'UE présentée comme un véritable danger pour les intérêts des agriculteurs polonais qui seront, selon Lepper, les perdants de l'intégration.

b. les " vaincus "

Les partis de droite, héritiers de Solidarnosc, ont été rayés de la Diète. AWSP (Action électorale Solidarité de la droite - la coalition de droite menée par le Premier ministre Jerzy Buzek) et UW (l'Union de la Liberté de Bronislaw Geremek), en ne remportant que respectivement 5,6% et 3,8% de votes, n'ont pas réussi à dépasser le seuil d'éligibilité (égal à 8% pour une coalition et 5% pour un parti). Les électeurs ont sanctionné de cette manière les erreurs commises par le gouvernement de J.Buzek et notamment les quatre réformes sociales auxquelles s'ajoutaient des scandales de corruption, un taux de chômage de 16% (en août dernier) et l'état déplorable des finances publiques dévoilé à l'occasion de l'établissement du budget 2002.

A l'heure actuelle, le sort de la droite polonaise est incertain. Les élections ont montré que les divisions conduisent toujours à l'échec électoral. Par conséquent, SKL (la droite conservatrice populaire) a exprimé sa volonté de reconstruire le centre-droit polonais et de s'unir à la PO (Plate-forme civique), en vue de créer un nouveau parti qui prônerait le respect de la famille et de l'éducation traditionnelle, de la religion et du patriotisme, la nécessité d'aider les campagnes polonaises et la reconnaissance du rôle essentiel du libre marché et de l'économie globale. SKL a également appelé UW à participer à la création du nouveau parti, mais celui-ci n'a pas répondu à la proposition (B. Geremek, son leader, a démissionné après les élections, en se sentant responsable de l'échec électoral de son parti). Les leaders de PO se montrent peu enthousiastes en faisant comprendre qu'un tel projet a peu de chances d'aboutir.

3.- une alliance gouvernementale "déjà vue"

Les socialistes, n'ayant pas la majorité des sièges à la Diète, ont dû envisager deux options pour gouverner : tenter de mettre en place un gouvernement minoritaire ou former une alliance.

La première solution supposait un gouvernement plus dynamique en mesure d'entreprendre des actions énergiques bien qu'impopulaires. SLD-UP n'a pas adopté cette solution. La volonté de s'assurer une supériorité numérique a poussé les socialistes à chercher un allié parmi l'un des deux partis: le PSL et la Plate-forme.

Il semblait pour autant, que la SLD se méfiait de cette dernière, en craignant de voir la Diète se transformer en un champs de bataille sur lequel le PSL et l'Autodéfense s'évertueraient à montrer qui d'eux est le meilleur défenseur des agriculteurs tandis que la Ligue et le Droit et Justice lutteraient contre un gouvernement " impie ".

Finalement, les exécutifs du SLD, du UP et celui du PSL ont accepté la création du gouvernement de coalition. Une telle alliance politique a déjà fonctionné au cours des années 1993-1997 et a montré que les paysans avaient été des alliés difficiles et exigeants pour les socialistes. Visiblement, les raisons pratiques ont fait oublier aux partis l'expérience décevante de cette période de coalition. Cette solution a été présentée comme la meilleure possible pour les socialistes comme pour les paysans : l'alliance avec le PSL garantit aux socialistes la majorité parlementaire tandis que les leaders du PSL estiment que leur participation au gouvernement permettra de réaliser une partie essentielle de leur programme économique (et notamment le maintien de la TVA sur les produits agricoles au niveau actuel, la réduction des taux d'intérêt par le Conseil de la Politique Monétaire et la maintien des dernières banques publiques dans "des mains polonaises").

Cette coalition renforce le gouvernement, tout en diminuant l'homogénéité du programme des socialistes (concentré autour la lutte contre le chômage et la reprise de l'économie). Les compromis que le SLD a dû accepter pour pouvoir s'allier au PSL, risquent de conduire au maintien de l'agriculture en dehors des réformes (les consommateurs devraient s'attendre à voir de nouveaux domaines du secteur agricole être dispenser de l'obligation de respecter les mécanismes du marché, ce qui conduira certainement à une augmentation des prix). Pour conclure, le nouveau gouvernement majoritaire SLD-UP-PSL sera peut-être plus fort, mais certainement moins disposé à mettre en œuvre une véritable réforme des finances publiques.

4.- le nouveau gouvernement et l'intégration européenne.

Outre la remise sur les rails de l'économie polonaise, le gouvernement socialiste sera chargé de l'imposant

dossier de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Leszek Miller, le chef du SLD, désigné comme nouveau Premier ministre par le Président de la République, est un européen convaincu. Il a affirmé récemment que "la Pologne doitachever ses négociations avec l'Union européenne avant la fin de 2002, pour pouvoir y entrer en 2004"[\(4\)](#). Il a ajouté également que "si ces délais ne sont pas tenus, la Pologne risque de ne pas se retrouver dans le premier groupe de nouveaux membres de l'UE"[\(5\)](#).

Avant que les élections aient lieu, les socialistes espéraient que les négociations connaîtraient un coup d'accélérateur, ce qui semble moins sûr compte tenu de l'actuelle composition de la Diète. Ils devraient notamment faire face aux pressions des partis eurosceptiques, voir anti-européens telles que l'Autodéfense paysanne, la Ligue de Familles Polonaises et les légalistes du Droit et Justice. La pression viendra certainement de la part du PSL sur le chapitre agricole. Ce chapitre de négociation ne sera ouvert qu'en 2002 et les paysans exigeront que les aides directes bénéficient aux agriculteurs ("Notre intégration à l'UE devrait conduire à ce que la politique agricole commune (PAC) profite pleinement à l'agriculture polonaise"[\(6\)](#)). Il s'agit également d'une revendication de l'Autodéfense paysanne. Pourrait s'ajouter à ce courant eurosceptique le récent parti légaliste, Droit et Justice avec ses 47 députés élus, qui n'a pas signé en août le pacte entre les formations politiques qui se sont engagées à coopérer pour accélérer les négociations. En revanche, la Plate-forme civique a officiellement annoncé son soutien au plan qui prévoit la clôture des négociations avec l'UE avant la fin de 2002.

En dépit de toutes ses faiblesses, le gouvernement de J. Buzek a mis la Pologne sur la voie de l'adhésion à l'UE. Outre le rétablissement économique, celui dirigé par L. Miller devra faire preuve de fermeté et de souplesse pour résoudre les nombreuses questions encore pendantes. Cela ne sera pas facile à cause de ses partenaires parlementaires plus ou moins eurosceptiques. De plus, il lui reste à convaincre la société polonaise de plus en plus lasse de se prononcer en faveur de l'intégration d'autant plus qu'un référendum sur l'approbation de l'adhésion a été promis.

(1) Les résultats officiels ont été annoncés par la Commission Nationale Electorale (Panstwowa Komisja Wyborcza) le 26 septembre 2001

(2) Selon Jan Krauze, Le Monde du 24 septembre 2001.

(3) Quotidien Gazeta Wyborcza du 29 septembre 2001 par J. Kurski.

(4) op.cit. A. Leparmentier, Le Monde du 3 octobre 2000.

(5) Ibid.

(6) Déclaration de J. Kalinowski, leader du PSL, lors de la conclusion de l'accord sur l'alliance gouvernementale avec le SLD-UP le 8/10/01.

Gosia ZABOROWSKA

Paris, le 22 octobre 2001.